



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Service des risques chroniques et technologiques
5, avenue Buffon - CS 96407
CEDEX 2
45064 Orléans

Orléans, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAUSSON MATERIAUX ROMORANTIN

La Brigaudière, Rte de Selles-sur-Cher
41200 Pruniers-En-Sologne

Références : VAT20250200
Code AIOT : 0100291159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement CHAUSSON MATERIAUX ROMORANTIN implanté La Brigaudière, Rte de Selles-sur-Cher 41200 Pruniers-en-Sologne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUSSON MATERIAUX ROMORANTIN
- La Brigaudière, Rte de Selles-sur-Cher 41200 Pruniers-en-Sologne
- Code AIOT : 0100291159
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le magasin Chausson Matériaux de Pruniers-en-Sologne fait partie d'une chaîne de magasins spécialisés dans la vente de matériaux et matériels de construction du bâtiment pour les artisans et les particuliers.

Ce magasin, présentant une surface de vente de l'ordre de 15 000 m², est enregistré sur le site de l'OCAB, éco-organisme coordinateur de la REP (responsabilité élargie des producteurs) PMCB (produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment), dans la liste des magasins proposant la reprise d'un ou plusieurs matériaux issus de l'activité de construction et du bâtiment.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Reprise distributeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de reprise par les distributeurs	Code de l'environnement du 12/12/2024, article L. 541-10-8	Sans objet
2	Informations sur les conditions de reprise dans le lieu de vente	Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 541-163	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas d'écart constaté.

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de reprise par les distributeurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2024, article L. 541-10-8
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de produits et matériaux de construction du bâtiment (PMCB)
Prescription contrôlée : [...] II. Afin d'améliorer la collecte des produits relevant du régime de responsabilité élargie du producteur, lorsque le distributeur dispose d'une surface de vente qui est consacrée à une même catégorie de produits relevant d'un régime de responsabilité élargie du producteur, il peut être fait obligation au distributeur de reprendre sans frais et sans obligation d'achat les déchets issus des produits de même type.
Constats : L'exploitant indique réceptionner sans frais les déchets de chantier. Lorsqu'un apporteur se présente, il est systématiquement accompagné par un magasinier de l'établissement qui lui ouvre l'accès à l'espace dédié au tri des déchets, et le conseille dans celui-ci. Les espaces de tri présents sur site sont les suivants: • 2 casiers de gravats • 1 benne de déchets inertes

- 1 espace de stockage des menuiseries
- 1 benne pour la laine de verre
- 1 benne pour le plâtre
- 1 benne pour le bois, le plastique dur et le métal
- 1 benne pour les "DIB"

Le magasinier remet au déposant un "bon de retour" précisant la quantité et la nature des déchets déposés (consultation par sondage d'un bon de 1.5 m3 de gravats). L'exploitant indique qu'il ne facture pas ce dépôt. La reprise sans frais est bien spécifiée sur le document mis à disposition sur le site internet du magasin.

Les bennes sont récupérées sur demande de l'exploitant par VALDELIA.

La reprise des déchets issus de produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment est réalisée par le distributeur Chausson Matériaux sur son site de Pruniers en Sologne sans frais et sans obligation d'achat.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Informations sur les conditions de reprise dans le lieu de vente

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 541-163

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tous les déchets concernés par la reprise

Prescription contrôlée :

L'utilisateur final est informé dans le lieu de vente des conditions de reprise mises à sa disposition de manière visible, lisible et facilement accessible, et avant que la vente ne soit conclue.

Constats :

Un document établi par le groupe Chausson Matériaux expliquant le fonctionnement de la REP PMCB et les conditions de reprise des déchets concernés est disponible sur le site internet du magasin.

Sur site, deux affichages indiquant l'existence du point de reprise des déchets de construction et la nature des déchets repris sont disponibles:

- sur le comptoir d'accueil et de caisse du magasin,
- à l'entrée de la cour des matériaux, à l'extérieur des bâtiments.

L'inspection a constaté que les clients sont informés dans le lieu de vente des conditions de reprise des déchets. L'information est donnée de manière visible, lisible et facilement accessible.

Type de suites proposées : Sans suite